

Burundi : possibles négociations directes en janvier prochain

Voice of America, 09 décembre 2016 Le médiateur dans le conflit burundais, l'ancien président tanzanien Benjamin William Mkapa séjourne dans la capitale burundaise depuis mercredi. Il mène des consultations avec des acteurs locaux, politiques et de la société civile. Jeudi, M. Mkapa s'est entretenu notamment avec le président Pierre Nkurunziza. Il envisage des négociations directes vers le 10 janvier 2017. Trois raisons ont motivé le déplacement de l'ex-président tanzanien à Bujumbura. Selon des personnes jointes par VOA Afrique qui ont rencontré le facilitateur, M. Mkapa a indiqué qu'il est venu évaluer "la situation politico-sécuritaire, l'espace politique et médiatique et si la suspension de l'aide ne risque pas de favoriser la violence."

L'opposition présente a signifié à M. Mkapa que "les mêmes problèmes à l'origine de la crise se posent toujours", ce que la majorité présidentielle dément. Le premier vice-président de l'Assemblée Nationale Agathon Rwasa aurait confié au facilitateur qu'"il n'est pas libre de ses mouvements" dans le pays malgré la responsabilité qu'il occupe. M. Rwasa faisait remarquer à la médiation que l'espace politique reste "verrouillé". L'opposition a exhorté le président Mkapa a traité le gouvernement "au même pied d'égalité". Le facilitateur leur a confié qu'il va "organiser des négociations directes le 10 janvier 2017 et face à face". Il a assuré que "des invitations" leur seront envoyées pour bientôt. Benjamin Mkapa a rencontré le président Pierre Nkurunziza jeudi. Le tanzanien a mis en garde contre la "remise en cause de l'accord d'Arusha et la révision de la Constitution" dans le contexte actuel. Par ailleurs, le facilitateur n'exclue pas de "jeter l'éponge" si les parties en conflit n'aboutissent pas à un "compromis". La journaliste belge et spécialiste de la région des Grands-Lacs Colette Brakman a estimé sur VOA Afrique que la médiation tanzanienne est "un échec", soulignant que le régime reste "imperméable". Les diplomates occidentaux accrédités à Bujumbura ont dit à M. Mkapa qu'ils "soutiendraient des pourparlers à Arusha entre le régime en place et l'opposition extérieure". En juillet dernier, le gouvernement burundais a refusé de s'asseoir avec l'opposition en exil qu'il traite de "terroriste". Le médiateur Mkapa avait organisé des pourparlers à Arusha, la ville qui avait accouché un accord qui avait mis fin à la guerre civile à la suite de l'assassinat le 21 octobre 1993 du président démocratiquement élu, Melchior Ndadaye, leader du FRODEBU (Front pour la Démocratie au Burundi).

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});